



CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES

Assurance de la flotte VPU et matériels agricoles d'INRAE stationnés aux Antilles et en Guyane

**La garantie de l'Assureur est accordée dans les
conditions prévues aux articles 1 à 3 détaillés ci-après :**

DEFINITIONS COMMUNES AUX PIECES	2
ARTICLE 1 - NATURE DES GARANTIES.....	4
ARTICLE 2 - MONTANT DES GARANTIES.....	9
ARTICLE 3 - EXCLUSIONS GENERALES.....	9

DEFINITIONS COMMUNES AUX PIECES

Pour l'application des garanties, on entend par :

- **SOUSCRIPTEUR :**

La personne morale désignée au CCAP qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à régler les primes.

- **ASSURE :**

INRAE et/ou toute autre personne désignée au CCTP et au CCAP.

- **ASSUREUR :**

L'Assureur auprès duquel a été souscrit le contrat.

- **AUTRUI OU TIERS :**

Toute personne autre que les préposés et salariés de l'Assuré dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils peuvent se prévaloir de la législation sur les accidents de travail ou des dispositions statutaires dont ils bénéficient.

- **CODE :**

Le Code des Assurances.

- **CONTENU DU VEHICULE :**

Les objets et effets personnels, les marchandises se trouvant dans ou sur le véhicule et appartenant à l'Assuré et aux passagers transportés à titre gratuit.

Les accessoires, c'est-à-dire tous objets destinés à équiper un véhicule intérieurement ou extérieurement figurant ou pas dans la liste des options prévues au catalogue du constructeur y compris l'autoradio.

- **DOMMAGES CORPORELS :**

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

- **DOMMAGES MATERIELS :**

Toute destruction, détérioration, altération ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

- **DOMMAGES IMMATERIELS :**

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne, par un bien, meuble ou immeuble, de la perte d'un

bénéfice ou d'un revenu et, plus généralement, tout préjudice, pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel.

- **FAIT GENERATEUR :**

L'acte, l'action, l'inaction de l'Assuré, le fonctionnement, le non-fonctionnement, le mauvais fonctionnement d'un service géré par l'Assuré et, plus généralement, tout fait ou événement à l'origine du sinistre.

- **FRANCHISE :**

La part du préjudice restant à la charge de l'Assuré dans le règlement d'un sinistre.

- **SINISTRE :**

Toutes les conséquences dommageables d'un même événement ou fait générateur susceptible d'entraîner l'application de la garantie demandée. Constituent un seul et même sinistre, les réclamations ayant pour origine un même événement.

- **TENTATIVE DE VOL :**

Commencement d'exécution d'un vol du véhicule assuré ou du contenu, déclaré aux autorités de police ou de gendarmerie et attesté par le récépissé de dépôt de plainte délivré par ces dernières.

La tentative de vol est présumée dès lors que sont réunis des indices rendant vraisemblable le vol et caractérisant l'intention des voleurs de s'emparer du véhicule ou du contenu.

- **VALEUR VENALE DU VEHICULE :**

La valeur au jour du sinistre, établie à dire d'expert.

- **VEHICULE ASSURE :**

Tout véhicule terrestre à moteur et toute remorque désignés à l'état du parc automobile.

ARTICLE 1 - NATURE DES GARANTIES

1.1 RESPONSABILITE CIVILE / DEFENSE ET RECOURS

La garantie de l'Assureur porte sur les responsabilités définies ci-dessous :

1.1.1 Responsabilité civile (en circulation et hors circulation) :

Cette garantie a pour objet de satisfaire à l'obligation d'assurance prescrite par les dispositions du Code des Assurances. Elle s'applique à la réparation corporelle et matérielle résultant des événements définis dans ce même code.

1.1.2 Extension de garanties :

La garantie est étendue :

- En cas de prêt du véhicule, aux dommages corporels causés au conducteur autorisé, du fait d'un vice ou d'un défaut d'entretien du véhicule assuré ;
- En cas d'aide ou de remorquage bénévole, aux dommages causés au cours ou à l'occasion de l'aide apportée ou reçue, ou du remorquage effectué par ou accordé à l'Assuré, à la suite d'une panne ou d'un accident d'un autre véhicule ou du véhicule assuré ;
- En raison des dommages causés par un préposé, à l'occasion de la conduite du véhicule assuré, en cas de non-validité de son permis de conduire selon les normes de la réglementation en vigueur, et à la condition expresse qu'INRAE ou le propriétaire n'ait pas eu connaissance de cette situation ;
- A la suite de dommages d'incendie ou d'explosions, causés à l'immeuble à l'intérieur duquel le véhicule assuré est garé.

1.1.3 Montant de la garantie :

La garantie de l'Assureur est accordée selon le montant défini au CCTP.

1.1.4 Exclusions particulières :

Outre les exclusions prévues à l'article 3 ci-après, l'Assureur ne garantit pas les dommages subis par :

- La personne conduisant le véhicule ;
- Les salariés ou préposés de l'Assuré responsable du sinistre, pendant leur service. Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas aux recours que la Sécurité Sociale ou la victime peuvent être fondées à exercer dans le cas de faute intentionnelle ou inexcusable d'un conducteur salarié d'INRAE.
Pour les responsabilités définies ci-dessus et conformément à l'article R.211-13.1 du Code, l'Assureur pourra exercer une action en remboursement contre le conducteur responsable du sinistre lorsque la garde ou la conduite du véhicule assuré a été obtenue contre le gré du propriétaire ou du locataire ;

- Les biens ou animaux loués ou confiés au conducteur à n'importe quel titre ;
- Les marchandises et objets transportés,
A l'exception de la détérioration des vêtements des personnes transportées, lorsque celle-ci est l'accessoire d'un accident corporel ;
- Les personnes transportées,
Lorsque le transport n'est pas effectué dans les conditions suffisantes de sécurité, telles que définies aux articles R.211-10 et A.211-3 du Code.
Toutefois, cette exclusion n'est pas opposable aux victimes et à leurs ayants-droit, en vertu de l'article R.211-13.4° du Code ;
- Les personnes transportées à titre onéreux,
Sauf en ce qui concerne les contrats souscrits par des transporteurs de personnes pour les véhicules servant à l'exercice de leur profession.
Toutefois, cette exclusion n'est pas opposable aux victimes et à leurs ayants-droit, en vertu de l'article R.211-13.4° du Code ;

Il est rappelé que l'exclusion mentionnée ci-dessus ne dispense pas de l'obligation d'assurance.

1.1.5 Défense et recours :

L'Assureur s'engage à :

- Pourvoir à ses frais, à la défense de l'Assuré devant les tribunaux répressifs, en raison de poursuites consécutives aux contraventions ou délits qui sont à l'origine de l'accident provoqué par le véhicule assuré ou qui ont été commis à cette occasion et payer les frais de justices motivés par une condamnation pénale pouvant en résulter ;
- Réclamer à ses frais, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation pécuniaire des dommages corporels causés à l'Assuré, ainsi que des dommages matériels subis par le véhicule assuré, dans la mesure où ces divers dommages résultent d'un accident causé au dit véhicule par un tiers responsable et engagent la responsabilité d'une personne n'ayant pas la qualité d'Assuré au sens des articles ci-dessus ;
- Pour tout sinistre, concernant des dommages matériels s'élevant à un coût inférieur à **900 €** abstraction faite des frais d'immobilisation et des frais divers, l'Assureur ne pourra être tenu qu'à exercer un recours amiable, à l'exclusion de tout recours par voie judiciaire.

1.2 DOMMAGES SUBIS PAR LE VEHICULE

1.2.1 Incendie – explosions :

L'Assureur garantit l'Assuré contre les dommages subis par le véhicule assuré, avec les accessoires et les pièces de rechange livrés en même temps que le véhicule, lorsque ces dommages résultent des événements suivants : incendie, combustion spontanée, chute de la foudre, explosion.

En outre, l'Assureur garantit les aménagements et les accessoires non livrés en série par le constructeur ainsi que les faisceaux et les appareillages électriques du fait des dommages causés par leur simple fonctionnement.

Par ailleurs, l'Assureur garantit :

- En cas de sinistre survenu en France métropolitaine, départements et territoires d'Outre-Mer, pays désignés à l'article L 211-4 du Code et ceux indiqués par la société sur la carte internationale d'assurance les frais de remorquage jusqu'au garage qualifié le plus proche, ainsi que les frais engagés légitimement avec l'accord préalable de l'Assureur pour le rapatriement du véhicule réparé ;
- Les frais de recharge des extincteurs utilisés pour lutter contre l'incendie ;
- Les conséquences d'attentats, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme ou de sabotage.

1.2.2 Vol du véhicule :

L'Assureur garantit l'Assuré contre les dommages résultant de la disparition ou de la détérioration du véhicule assuré à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol (la tentative de vol étant un commencement d'exécution d'un vol du véhicule assuré interrompue pour une cause indépendante de son auteur), déclarée aux autorités de police ou de gendarmerie et attestée par le récépissé de dépôt de plainte délivré par ces dernières.

La garantie reste acquise pour les véhicules stationnés dans un bâtiment clos à la condition qu'il y ait effraction dudit bâtiment. Cette garantie s'appliquera même si le véhicule ne fait pas l'objet d'une effraction et même si les clés étaient sur le véhicule.

Les frais engagés avec l'accord de l'Assureur par l'Assuré pour la récupération du véhicule volé sont également pris en charge.

En outre, l'Assureur garantit les aménagements et les accessoires livrés ou non livrés en série par le constructeur ainsi que le vol isolé des éléments composant le véhicule.

Par ailleurs, l'Assureur garantit, en cas de sinistre survenu en France métropolitaine, départements et territoires d'Outre-Mer, pays désignés à l'article L 211-4 du Code et ceux indiqués par la société sur la carte internationale d'assurance les frais de remorquage jusqu'au garage qualifié le plus proche ainsi que les frais engagés légitimement avec l'accord préalable de l'Assureur pour le rapatriement du véhicule réparé.

1.2.3 Accidents et actes de vandalisme :

L'Assureur garantit l'Assuré contre les dommages subis par le véhicule assuré ainsi que par les accessoires et pièces de rechange livrés en série par le constructeur, lorsque ces dommages résultent :

- D'un choc avec un corps fixe ou mobile ;
- Du versement du véhicule ;

- D'actes de vandalisme divers (tags, graffitis, rayures, peintures, etc).

et surviennent alors que celui-ci était sous la garde de l'Assuré ou de toute personne autorisée par lui.

En outre, l'Assureur garantit les aménagements et les accessoires non livrés en série par le constructeur.

Par ailleurs, l'Assureur garantit, en cas de sinistre survenu en France métropolitaine, départements et territoires d'Outre-Mer, pays désignés à l'article L 211-4 du Code et ceux indiqués par la société sur la carte internationale d'assurance les frais de remorquage jusqu'au garage qualifié le plus proche ainsi que les frais engagés légitimement avec l'accord préalable de l'Assureur pour le rapatriement du véhicule réparé.

1.2.4 Bris de glaces :

L'Assureur garantit à l'Assuré le remboursement des frais réellement engagés à la suite du bris du pare-brise, des rétroviseurs (miroir et bloc), des glaces latérales, de la lunette arrière, des optiques de phare et leur protection, les glaces du toit (ouvrant ou non) du véhicule assuré, les feux clignotants avant et arrière, les phares longue portée avant, les phares antibrouillard avant, les feux arrière, les déflecteurs de porte à concurrence de leur valeur de remplacement à l'identique, frais de pose compris.

1.2.5 Evènements naturels :

L'Assureur garantit l'Assuré contre les dommages subis par le véhicule assuré ainsi que par les accessoires et pièces de rechange livrés en série par le constructeur, lorsque ces dommages résultent de l'un des événements, dûment constatés, suivants :

- Orage ;
- Chute d'arbre sur le véhicule ou choc d'objets provoqué par le vent ;
- Inondation ;
- Avalanche ;
- Chute de pierres ;
- Eboulement ou glissement de terrain ;
- Tempêtes, ouragans, cyclones, tornades.

En outre, l'Assureur garantit les aménagements et les accessoires non livrés en série par le constructeur.

Par ailleurs, l'Assureur garantit, en cas de sinistre survenu en France métropolitaine, départements et territoires d'Outre-Mer, pays désignés à l'article L 211-4 du Code et ceux indiqués par la société sur la carte internationale d'assurance, les frais de remorquage jusqu'au garage qualifié le plus proche ainsi que les frais engagés légitimement avec l'accord préalable de l'Assureur pour le rapatriement du véhicule réparé.

1.2.6 Catastrophes naturelles :

La garantie a pour objet de garantir à l'Assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs à l'ensemble des biens garantis par le présent paragraphe et ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel. La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

Nonobstant toute disposition contraire, l'Assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constitué par la franchise.

Pour les véhicules terrestres à moteur, le montant de la franchise est fixé par la réglementation en vigueur.

Pour l'application de l'ensemble des dispositions de l'article 1.2.6, on entend par :

- **AMENAGEMENT** : la modification et/ou la transformation réalisée dans ou sur un véhicule en vue de son adaptation à une utilisation particulière ;
- **ACCESSOIRE** : tout élément d'enjolivement ou d'amélioration ne faisant pas corps avec le véhicule et pouvant être soustrait sans détérioration essentielle de celui-ci.

La garantie porte également sur l'action des forces de la nature, en l'absence d'application de la législation sur les catastrophes naturelles, en raison des événements ci-après :

- Attentats, terrorisme.

1.2.7 Exclusions particulières :

Outre les exclusions prévues à l'art. 3 ci-après, la garantie de l'Assureur ne s'applique pas :

- Aux dommages ne pouvant être considérés comme provenant d'un incendie, notamment les brûlures par un excès de chaleur sans embrasement et les accidents de fumeur ;
- Au vol commis pendant leur service par les préposés de l'Assuré ou par les membres de sa famille habitant sous son toit ou avec leur complicité ;
- Aux dommages causés au véhicule lors de son transport par air ou par mer, sauf en cas de perte totale ;
- Aux dommages indirects tels que privation de jouissance, dépréciation et manque à gagner ;
- Aux frais de gardiennage consécutifs à un événement assuré ;

- Aux bijoux, pierreries, perles fines, statues et tableaux de valeur, collections, argenteries, fourrures, lingots de métaux précieux, espèces monnayées et billets de banque, titres et valeurs de toute nature, sauf stipulation contraire figurant au CCTP ;
- Aux dommages subis par le véhicule lorsque son conducteur est, au moment du sinistre, en état d'ivresse, sous l'emprise d'un état alcoolique ou sous l'effet de stupéfiants.

Toutefois, cette dernière exclusion ne s'applique pas s'il est établi que le sinistre est sans relation avec l'état du conducteur.

ARTICLE 2 - MONTANT DES GARANTIES

PRINCIPE GENERAL D'INDEMNISATION

L'indemnité est fixée, lorsque le véhicule est complètement détruit, hors d'usage ou volé, au montant de la valeur de remplacement dudit véhicule au jour du sinistre à dire d'expert.

Lorsque la valeur de remplacement à dire d'expert est inférieure ou égale à **1500 €** et que le montant des réparations est supérieur à cette valeur, l'Assureur rembourse le montant des réparations jusqu'à concurrence d'un plafond égal à **1500 €**.

Dans les autres cas, l'indemnité est égale au coût de réparation ou de remplacement de pièces détériorées, dans la limite de la valeur de remplacement du véhicule à dire d'expert.

ARTICLE 3 - EXCLUSIONS GENERALES

Indépendamment des exclusions propres à chacune des garanties des paragraphes, la garantie de l'Assureur ne s'applique pas :

3.1 AUX DOMMAGES DE TOUTE NATURE

- Intentionnellement causés ou provoqués par l'Assuré ;
- Résultant de la guerre étrangère, (il appartient à l'Assuré de prouver que le sinistre résulte d'un autre fait que la guerre étrangère) ;
- Résultant de la guerre civile (il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement) ;
- Occasionnés par les attroupements et rassemblements ainsi que les émeutes et mouvements populaires, sauf application des dispositions de l'art. 1.2.

3.2 AUX DOMMAGES OU A L'AGGRAVATION DES DOMMAGES

- Causés par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ;
- Causés par les armes ou engins destinés à explorer par modification de structure du noyau de l'atome ;
- Causés par toute source de rayonnements ionisants, notamment tout radio-isotope, utilisée ou destinée à être utilisée lors d'une installation nucléaire et dont l'Assuré ou toute personne dont il répond à la propriété, l'usage ou la garde ;

- Causés ou subis au cours d'épreuves, courses, rallyes ou compétitions (ou de leurs essais) soumis par la réglementation en vigueur à autorisation préalable des pouvoirs publics lorsque l'Assuré y participe en tant que concurrent ;
- Causés ou subis par le véhicule lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre.
Cette exclusion ne s'applique pas du fait de l'utilisation de matériels radiographiques à rayonnement ionisant, à usage médical ou vétérinaire ;
- Causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.

Les exclusions mentionnées aux articles ci-dessus ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants-droit, et elles ne dispensent pas de l'obligation d'assurance.

Lorsque l'Assureur invoque une exception de garantie légale ou contractuelle, il est néanmoins tenu de présenter à la victime une offre d'indemnité telle que prévue par les articles 12 à 20 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985.

3.3 AUX AMENDES

3.4 CONDUCTEUR DU VEHICULE

Lorsqu'au moment du sinistre, le conducteur du véhicule assuré n'a pas l'âge requis ou ne possède pas les certificats, en état de validité, exigés par la réglementation en vigueur pour la conduite dudit véhicule (ceci sous réserve des dispositions de l'art 1.1.2).

Cette disposition ne s'applique pas en cas de vol, de violence ou d'utilisation du véhicule à l'insu de l'Assuré.

Elle ne peut être également opposée au conducteur détenteur d'un certificat déclaré à l'Assureur lors de la souscription ou du renouvellement du contrat, lorsque ce certificat est sans validité pour des raisons tenant au lieu ou à la durée de résidence de son titulaire ou lorsque les conditions restrictives d'utilisation, autres que celles relatives aux catégories de véhicules, portées sur celui-ci n'ont pas été respectées.